Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **35 (1977)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Peut-on mesurer le bien-être national ? [1]

On doit à l'incontestable talent littéraire de beaucoup de personnalités politiques le succès de certains slogans aujourd'hui très répandus. Le bonheur national brut est préféré au classique produit national brut ; la qualité de la vie se substitue à la croissance quantitative ; le bien-être national devient l'objectif prioritaire. Ce sont là autant de formules appelées à enrichir les discours, les programmes et diverses prédications en attendant, grâce aux mass media, de devenir rapidement d'usage courant.

Nous en étions à ce premier stade de la démarche. A présent débute le second. Des gens sérieux et compétents posent des questions et s'efforcent d'y répondre. C'est le cas de M. Oleg Arkhipoff, administrateur de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à Paris. D'abord, qu'entend-on par bien-être national ? Ensuite, comment ce concept peut-il être mesuré ? On s'aperçoit vite, alors, de l'abîme qui sépare le slogan de la réalité scientifique et donc objective.

On dit fréquemment qu'il n'est pas possible de mesurer le bonheur, car celui-ci est essentiellement subjectif. Semblable objection n'est pas d'emblée absolument irréfutable. Le bonheur est en rapport direct avec l'échelle de préférence. Si l'individu est à même de se déterminer clairement, sans équivoque, sur ce qu'il souhaite et ceci en pleine connaissance de cause des conséquences que ses choix impliqueront pour lui, le problème posé consiste à rendre compte de ce phénomène. La démarche n'est pas absurde en soi. Ainsi, le bonheur national pose le problème de l'agrégation des échelles de préférences individuelles en une échelle de préférence collective. On obtient du même coup la définition du bien-être national.

Ce concept de bonheur ou de bien-être national ne peut prétendre revêtir un caractère scientifique qu'à la condition de se prêter à une mesure. Or, cette mesure suppose des hypothèses qui ne sont pas toujours ni peut-être généralement vérifiées. Par exemple, on peut se demander si l'individu est capable de situer exactement son propre bien-être dans son environnement particulier. On peut douter davantage encore qu'il saisisse toujours avec clarté la liaison qui existe entre les éléments censés définir le bien-être à l'échelle globale et les paramètres individuels qui lui permettent d'apprécier son propre bien-être. Pareto n'a donné à ses disciples que l'illusion de parvenir sans effort à franchir ce passage délicat. Or, Pareto exigeait en fait de l'économiste qu'il se considère comme qualifié pour décréter ce qui convient le mieux à chaque consommateur. La préférence de Pareto n'est donc pas réellement collective.

De plus, les préférences de l'individu peuvent se modifier et se modifient effectivement dans des délais fort courts. Cependant, les conclusions politiques qui se dégagent de l'agrégation des préférences et l'application concrète de la politique retenue exigent dans tous les cas un laps de temps relativement long. Donc, « une communauté de vue peut s'affirmer à un moment donné, pour disparaître l'instant d'après, rendant ainsi caduque une certaine manière d'apprécier le bien-être » (p. 36). La réalité que nous poursuivons nous échappe à tout instant.

Les théoriciens du bien-être national ont pratiqué jusqu'ici deux approches différentes : celle qui met en œuvre le produit national, corrigé ou non, et la méthode des indicateurs sociaux. En recourant largement à l'outil de la logique mathématique, M. Arkhipoff démontre que l'une et l'autre des voies suivies conduisent à une impasse. Pour lui, « il importe de souligner une fois pour toutes que le terme bien-être est, au stade actuel, un mot vide de contenu, une définition qui reste foncièrement ouverte » (p. 37).

Le produit national est calculé de façon telle qu'il ne peut mesurer le bien-être. Certains éléments figurent dans le PNB qui ne sont porteurs d'aucune satisfaction pour les consommateurs. Les moyens de transport qui permettent de se rendre à son lieu de travail obligé représentent un service décompté dans le PNB. Ils ne sont pourtant nullement source d'une satisfaction accrue. Il en va de même du coût du rétablissement de l'environnement dans son état antérieur, à la suite de dégradations subies par le fait de la croissance. Les services produits dans la sphère marchande ou non marchande sont de nature à exercer une influence. Ils ne figurent pas tous dans le PNB (équipements sociaux, travail de la ménagère, etc.).

La mesure par les prix n'est pas plus satisfaisante et la solution des prix constants, couramment retenue, ne résout pas tout. Le marché n'est jamais parfaitement concurrentiel. Les prix fixés, imposés, institutionnels ou politiques, rendent caducs les résultats obtenus par la théorie classique de l'optimum ; or, il existe un lien direct entre cet optimum et le produit national, alors qu'on est tenté d'identifier spontanément un tel optimum et le bien-être.

La méthode des indicateurs sociaux paraît être la démarche la plus logique pour tenter de cerner un concept rationnel du bien-être social. En effet, chacun admettra que la notion de bien-être résulte de facteurs qui débordent largement le cadre de l'activité économique, telle que celle-ci est délimitée par les comptes nationaux servant de base au calcul du produit national. Pourtant, en suivant une telle voie, nous ne serons pas plus avancés après qu'avant. La question essentielle demeure, qui est bien la représentativité de l'agrégat choisi pour mesurer le bien-être. En d'autres termes, la théorie des indicateurs sociaux ne peut, elle non plus, esquiver le redoutable problème de l'agrégation.

L'auteur étudie évidemment le paradoxe de Condorcet, développé plus tard sous la forme du théorème d'impossibilité d'Arrow, théorème dont d'ailleurs il conteste expressément la valeur (p. 57). L'étude de M. Arkhipoff débouche sur une conclusion claire et nette : « Vraiment, la notion d'un indicateur numérique représentatif du bien-être national (du développement, du progrès...), est une notion dénuée de sens, parce que contradictoire dans son énoncé même ». Sa démonstration, précise et rigoureuse, entraîne l'adhésion du lecteur.

FRANÇOIS SCHALLER

La Banque Nationale de Belgique et l'histoire monétaire entre les deux guerres mondiales [2]

L'ouvrage est édité à l'occasion du cent vingt-cinquième anniversaire de la Banque Nationale de Belgique. Il est l'œuvre de deux professeurs à l'Université catholique de Louvain. Ces auteurs nous font vivre au jour le jour les heurs et malheurs de cette banque centrale, de 1918 à 1939. Disons d'emblée que l'intérêt majeur de cette étude

est de permettre au lecteur de mesurer les difficultés d'adaptation à un monde nouveau que rencontrent même les élites d'un pays. En 1918, on croyait, à Bruxelles, que la paix revenue permettrait le rétablissement des conditions économiques qui étaient celles de l'avant-guerre. Les mesures prises face aux problèmes nouveaux qui se posaient ne furent donc pas toujours opportunes, et leur adoption se fit le plus souvent avec retard. Cela n'apparut, évidemment, qu'avec le recul du temps. Il y a là matière à une grande leçon de modestie.

A la veille de la guerre, les prix de détail, à Bruxelles, ne différaient pas grandement de ce qu'ils étaient en 1835. En revanche, on les retrouve en 1919 à l'indice 639 (1914 = 100). Faut-il alors pratiquer une politique énergique de déflation afin d'en revenir aux prix du début du siècle, ou convient-il de stabiliser ces prix à leur niveau actuel ? A une question de cette importance, la banque centrale se devait de répondre. Mais, de son côté, en échangeant contre des francs les marks allemands d'occupation, le gouvernement contribua en 1919 au gonflement de la masse monétaire. De plus, le retour des émigrés réfugiés en Grande-Bretagne eut notamment pour effet de généraliser rapidement, en Belgique, l'usage de la monnaie scripturale. Tout contribua donc à accroître encore les prix et à dévaloriser le franc belge sur le marché des changes. De crises en crises, chacune étant minutieusement décrite dans l'ouvrage, le franc se déprécia jusqu'en 1926 face à la livre anglaise et surtout par rapport au dollar.

Beaucoup d'éminents esprits, et pas seulement en Belgique, crurent que la solution de ces problèmes extrêmement complexes et nouveaux passait par le retour à l'étalon-or. On en fit une affaire de prestige, un point de dogme, presque une question de religion. La Banque Nationale de Belgique, se fondant sur la déflation qu'elle préconisait et confiante encore dans le remboursement des énormes avances consenties à l'Etat durant la guerre, ne désespérait nullement d'en revenir à l'étalon-or convertible des débuts du siècle. Après bien des mesures malheureuses vint le temps des désillusions. Il fallut sanctionner la dépréciation du franc. Mais à quel cours ? Les dirigeants de la banque centrale, le ministre des Finances, les professeurs, les praticiens, les politiciens partageaient tous des opinions divergentes. On perdit un temps précieux. Il y eut des heures de panique. Après huit ans de chaos et d'incertitude, la stabilisation intervint le 25 octobre 1926, sur la base de 175 francs belges pour une livre anglaise.

Ainsi, un franc-or d'avant-guerre valut à présent 6,94 francs nouveaux et la Belgique se rallia à l'étalon-or préconisé en 1922 déjà à la Conférence de Gênes. Le « belga » (= Fr. 5.—) fit son apparition. Cette monnaie, destinée aux paiements à l'extérieur, fut créée pour des raisons surtout psychologiques. L'expérience fut plutôt décevante. Le cours de 175 francs était celui du change, mais il ne correspondait nullement à la parité des pouvoirs d'achat dans la zone sterling. Le professeur F. Baudhuin a soutenu qu'un cours situé entre 140 et 150 francs aurait été plus conforme à l'équilibre. Dans un premier temps, les industries belges d'exportation profitèrent de cette disparité.

Puis survinrent les difficultés de la grande dépression. En 1929, les prix mondiaux des produits agricoles commencèrent à baisser. En octobre, c'est le krach de Wall Street. Le 20 septembre 1931, la livre sterling flotte. L'exemple britannique est suivi par vingt-cinq pays. La Banque nationale essuya des pertes considérables sur les devises qu'elle détenait. Son gouverneur considéra dès lors que seule une politique orthodoxe axée sur l'or permettrait le maintien de la stabilité du système monétaire belge. L'accumulation d'or pratiquée par la banque eut pour effet d'élever beaucoup le cours du franc belge,

de précipiter la déflation dans le pays et d'augmenter le chômage. Il fallut, le 17 mars 1935, instaurer le contrôle des changes. La dévaluation de 28 % eut lieu le 29 du même mois. Elle fut une franche (mais tardive) réussite.

C'est à partir de 1935 qu'on songea à pratiquer, dans le cadre de la Banque nationale, une véritable politique monétaire et financière planifiée. Le système bancaire fut en fait placé sous contrôle. Les opérations d'open market sont autorisées. L'action sur le taux d'escompte ne fut plus le seul moyen dont dispose une banque centrale à présent soucieuse d'intégrer dans la politique monétaire des objectifs tels que le plein emploi, la stabilité des prix et la croissance économique. C'est de cette époque que date une évolution brutale de la pensée des responsables de la Banque Nationale de Belgique : les activités commerciales et la recherche du profit s'effacent devant la fonction monétaire et les considérations d'intérêt général.

Il est intéressant de noter au passage que le multiplicateur de la base monétaire passa de 2,48 en 1928 à 1,68 en 1933. On voit par là combien il est difficile de contrôler la masse monétaire par le seul moyen de l'émission de monnaie matérielle.

Le 10 mai 1940, l'invasion allemande surprendra chacun à la banque centrale comme ailleurs. On s'occupait alors d'assurer le succès des « Emprunts de l'Indépendance ». L'avance allemande, beaucoup plus rapide que prévu, contraignit la banque à suivre le Gouvernement belge en exil. C'est le début d'une autre page de l'histoire du Royaume.

L'étude comprend trois appendices, dont l'un sur la méthode de calcul du montant de la circulation monétaire. Les notes s'étendent sur une centaine de pages. Il s'agit là d'un ouvrage de référence remarquablement documenté et fort instructif.

FRANÇOIS SCHALLER

Pour une nouvelle politique du développement international [3]

Après plusieurs années vécues à Genève, le professeur Angélos Angelopoulos est actuellement Gouverneur de la Banque Nationale de Grèce. Il reprend ici les thèses qu'il a déjà soutenues dans ses ouvrages précédents, notamment dans « Le Tiers Monde face aux Pays riches », publié en 1972. L'évolution politique, économique et sociale est si rapide que M. Angelopoulos a jugé opportun, quatre ans plus tard, de faire le point de la situation.

D'ailleurs, l'une de ses propositions s'est en partie concrétisée en janvier 1976, lors de la Conférence de la Jamaïque. On sait que le FMI constitue un fonds, par la vente du sixième de son stock d'or, en faveur de crédits accordés à des conditions préférentielles aux pays les plus pauvres. Pour sa part, le professeur Angelopoulos proposait non pas de vendre de l'or, mais de réserver aux pays pauvres l'équivalent du tiers de la réévaluation de l'ensemble du stock d'or mondial. Selon lui, ce métal précieux doit être conservé, sous contrôle du FMI, comme gage du futur système monétaire international.

L'auteur est humaniste autant qu'économiste. Il attache une importance capitale à une solution qui permettrait au tiers monde, pense-t-il, de combler progressivement le retard de son développement. N'oublions pas qu'en l'an 2000, 83 personnes sur 100 que comptera la population active habiteront dans les régions actuellement considérées comme sous-développées. Or, nous vivons aujourd'hui une crise de civilisation. Crise

économique et monétaire, crise du pouvoir, crises politiques, guerres civiles, problèmes de pollution et d'environnement, manifestations d'anarchisme et de terrorisme, tout concourt à nous prouver la nécessité d'édifier un nouvel Ordre économique international. Pour y parvenir, il faudra modifier non seulement l'économie, mais la société. Nous ne serons pas trop, pour atteindre un objectif aussi ambitieux, à nous mettre tous à la tâche, pays de l'Est et membres de l'OPEP compris.

A court terme, l'auteur propose la réalisation d'investissements massifs et productifs, surtout dans les pays en développement. L'opération serait financée à des conditions de faveur par les nations industrielles, en particulier par celles qui détiennent de l'or. Rappelons qu'un tel projet était défendu par M. Angelopoulos avant que le chômage ne sévisse dans nos pays. Aujourd'hui, l'opération présenterait moins de difficultés que jadis sur le plan de la pure technique économique. Ainsi parviendrait-on, à long terme, à combler l'immense fossé qui sépare les pays pauvres des pays riches, fossé qui ne cesse de se creuser encore. Pour diriger la manœuvre, l'auteur compte beaucoup sur le FMI (qui pourrait même fusionner avec la Banque Mondiale afin d'assurer une coordination et une gestion plus efficaces), ainsi que sur l'ONU malgré le déséquilibre causé par l'écrasante majorité des pays non industrialisés (122 sur 147). Le temps n'est-il pas venu, demande l'auteur, de prendre conscience que nous appartenons tous à une seule et même communauté mondiale ?

Il est évidemment impossible, au cours d'une étude de deux cents pages, de préciser dans le détail toutes les mesures qui devraient être prises pour déboucher sans catastrophes sur une civilisation nouvelle, et résoudre ainsi les principaux problèmes qui se posent à nous aujourd'hui. Mais, sur deux points en tout cas, le lecteur aurait été heureux d'avoir quelques éclaircissements, que M. Angelopoulos nous donnera peut-être lors d'une nouvelle publication.

On sait que l'une des idées à laquelle il tient le plus est précisément de faire bénéficier les pays en voie de développement du tiers du bénéfice comptable réalisé à la suite d'une réévaluation de l'or détenu par les banques centrales, au prix du marché. Voilà qui devrait représenter la modique somme de 36 milliards de dollars, au lieu de 2,4 milliards que constitue l'opération à laquelle se livre actuellement le FMI. La justification d'une telle mesure est essentiellement d'ordre moral. Il faut, dit l'auteur, lutter contre l'injustice, promouvoir la justice sociale au plan international. Or, on sait que « l'or représente un patrimoine appartenant à l'humanité tout entière ». La valeur de son stock ne saurait être attribuée « à un effort particulier déployé par le propriétaire de cet élément de fortune ». La valeur du métal jaune et les plus-values considérables réalisées tiennent « à des causes internationales intéressant l'ensemble du globe » (p. 161).

Voilà qui est difficilement contestable, mais pas absolument convaincant. En effet, ne pourrait-on pas dire la même chose, dans les mêmes termes, du pétrole qu'on n'appelle pas l'or noir pour rien ? La seule différence nous paraît résider en ceci qu'une nation industrielle, aujourd'hui, n'est nullement tenue d'acheter de l'or alors qu'elle est condamnée à se procurer du pétrole au prix que l'on sait. Si les pays de l'OPEP qui sont depuis deux ans dans l'impossibilité absolue de dépenser l'ensemble de leurs recettes voulaient bien consacrer au développement du tiers monde le seul

surplus pétrolier d'une année, les 36 milliards de dollars seraient réunis et même davantage. Ce faisant, ils ne seraient pas tenus de réduire leur consommation. On serait curieux de savoir en quoi cette solution serait moins « juste » que la première.

Enfin, il n'est pas facile de suivre l'auteur dans l'une des explications qu'il donne de la dépression économique de 1974. A deux reprises au moins (pp. 21, 87 ss) il insiste sur le fait que la crise est née d'une insuffisance de l'offre par rapport à la demande. La baisse des investissements rentables dès le début de 1970 aurait provoqué une inflation qui, à l'origine, serait toujours causée par un excès de demande. Ensuite seulement interviendrait spontanément l'inflation par les coûts, puis la dépression. L'enchaînement de ces différents mécanismes gagnerait à être développé.

L'ouvrage a le grand mérite de bien mettre en évidence la nécessité d'agir afin d'éliminer les dangers qui menacent nos sociétés modernes, dangers que nous avons accumulés, comme à plaisir, depuis le début de la décennie. Pourquoi l'avons-nous fait ? Certes pas par goût des difficultés, mais — comme le dit Alfred Sauvy que cite M. Angelopoulos — par l'effet d'une immense lâcheté sociale, peur d'agir, peur de dire, peur de voir et même peur de penser.

FRANÇOIS SCHALLER

Faits et Théories [4]

Publié la première fois en 1920, cet ouvrage est l'avant-dernier que Pareto ait édité de son vivant. Il nous est présenté aujourd'hui dans le cadre des Oeuvres complètes de Pareto, collection dirigée par l'éminent parétien qu'est le professeur Giovanni Busino. La version française est de Micheline Tripet et la préface de Julien Freund. Il s'agit d'un ensemble d'articles et d'études confiés par Pareto à diverses revues au cours de la dernière période de sa vie. La théorie économique n'y occupe qu'une place relativement réduite. Ces travaux sont surtout de nature sociale et politique.

A quoi reconnaît-on le génie d'un penseur ? Peut-être au fait que le lecteur peut se pencher sur ses textes plus d'un demi-siècle après qu'ils aient été pensés et rédigés, et leur trouver malgré tout une surprenante actualité. C'est le cas de cet ouvrage de Pareto. Il aurait pu être écrit aujourd'hui. A première vue, les circonstances économiques, monétaires, sociales et politiques au lendemain de la Première Guerre mondiale étaient bien différentes de ce qu'elles sont à présent. Pareto a su, en prenant appui sur sa vaste érudition, sa parfaite connaissance de l'Antiquité aussi bien que de l'histoire européenne, dégager de cette période troublée ce qui avait valeur de constante. Impitoyablement, il dénonce les illusions et les mensonges de son temps, souvent avec cette ironie acerbe qui lui est familière et confère toute sa force à son style.

Pareto est amer. Il ne juge pas son époque avec la sérénité d'un chroniqueur impartial. Il souffre et s'indigne de la naïveté, de la bêtise, souvent du manque de courage, de la malhonnêteté et de l'irresponsabilité de beaucoup de ses semblables. En somme, il n'est pas éloigné d'éprouver un certain mépris à l'égard de ses contemporains, et surtout à l'endroit d'un régime de ploutocratie démocratique qui tend vers une ploutocratie démagogique (p. 57). Sa critique n'épargne personne et s'exerce par des formules bien frappées, particulièrement percutantes. Parlant des socialistes de son temps dont il se garde de sous-estimer l'intelligence : « Ils savent que, dans la logique des sentiments, la seule à laquelle ils recourent pour convaincre, deux propositions contradictoires peuvent très bien coexister » (p. 196).

C'est cependant surtout la passivité, la faiblesse, la lâcheté de la classe bourgeoise qui le désespèrent. Il y revient dans plusieurs de ses articles et sous les formes les plus variées. Qui payera les désastres de la guerre et les folles dépenses engagées dès la paix revenue par les gouvernements ? Les épargnants, évidemment. « Depuis les temps les plus reculés, c'est toujours la même histoire ; il est probable qu'elle se répétera encore longtemps. » Les rentiers sont en général des êtres timides, taillables et corvéables à merci, mais l'expérience actuelle nous fait voir que leur patience et leur résignation dépasse toute limite qu'on aurait pu raisonnablement imaginer. Notre bourgeoisie ne songe nullement à résister au mouvement de dissolution qui l'entraîne, constate Pareto. Elle court allègrement à sa propre ruine. « Elle n'a jamais, vraiment jamais, répondu aux déclarations de guerre des socialistes par une déclaration correspondante. Ses adversaires déclarent tout haut qu'ils veulent sa destruction ; elle baisse la tête et n'a même pas le courage de crier : A bas nos ennemis » (p. 266).

Pareto est sceptique, à la fin de sa vie, quant à l'acquis de la science économique. L'économie politique, dit-il, est loin d'avoir atteint la rigueur des sciences expérimentales. Elle se traîne encore sur les terrains vagues et mouvants de la métaphysique. Elle devrait se fonder uniquement sur l'expérimentation. L'opinion des meilleurs auteurs ne vaut rien devant la plus petite preuve expérimentale. Mais, d'autre part, Pareto convient qu'il n'y a aucun problème qui soit spécifiquement économique, qui ne soit pas économique et social à la fois. Car, toujours selon lui, celui qui a un corps humain a des sentiments, et un homme exclusivement logico-expérimental n'existe pas. Aucun phénomène concret ne peut être expliqué par l'économie seulement, affirme notre auteur. C'est fort bien, mais Pareto s'en souvient-il lorsqu'il écrit, par exemple : « Pour déceler les périodes de dépression et les périodes de prospérité, et pour les séparer, il suffit de calculer la tangente des courbes précédentes » selon la formule mathématique qu'il indique (p. 91) ?

Entre les sciences de la nature et les théories économiques et sociales existe, parmi d'autres, une différence fondamentale que Pareto relève. Dans le premier cas, les théories s'approchent indéfiniment d'une limite. Elles tendent à la perfection. Elles s'améliorent continuellement, mais dans le même sens, dans la même direction. En faisant usage du langage mathématique, on dirait qu'elles ont une asymptote. En revanche, dans le domaine économique et social, les théories, au lieu de s'approcher indéfiniment d'une limite, d'avoir une asymptote, oscillent perpétuellement entre des points extrêmes. Dans la théorie de la monnaie, par exemple, une telle oscillation apparaît entre les extrêmes que représentent la monnaie-marchandise et la monnaie-signe.

Un très bref article, intitulé « Réalité », publié en Italie en septembre 1919, est d'une inspiration bien différente des autres écrits. Ici, le ton change. Le savant économiste et sociologue, l'analyste politique désabusé, fait place au patriote italien. Il s'en prend à la Yougoslavie et surtout à l'Entente, au nom d'un nationalisme italien très virulent. Pareto peut être un homme passionné. Cela n'affaiblit en rien sa contribution à une meilleure compréhension de son époque certes, mais aussi et peut-être surtout de la nôtre.

FRANÇOIS SCHALLER

Toute la profession de l'informatique [5]

Cet ouvrage en 3 volumes analyse de façon très systématique les postes et les profils type correspondant aux différentes fonctions liées à l'exploitation d'un service informatique.

Il recense 46 métiers répartis en 6 groupes :

— pour la saisie de l'information,

— dans l'environnement de l'ordinateur,

— pour la conception,

— pour la recherche,

— pour la programmation,

— pour l'exploitation.

Le but des auteurs, un groupe d'informaticiens et d'utilisateurs, animé par la société ORGAMATIC est d'aider le lecteur à estimer les difficultés liées aux fonctions et à se faire une idée exacte des aptitudes requises et de la formation indispensable qu'elles nécessitent.

Cet ouvrage a le mérite de systématiser un ensemble de fonctions qui s'était constitué ces 20 dernières années au fur et à mesure du développement de l'informatique.

Naturellement, il subit le sort de toute la documentation informatique qui a énormément de difficulté à rester à jour. L'évolution du matériel et des possibilités d'application élimine les fonctions presque aussi vite qu'elle les crée et il est notamment regrettable de ne pas trouver de mentions concernant l'informatique transactionnelle, le télétraitement et la gestion des banques de données.

En conclusion, cet ouvrage est un outil de base intéressant pour la sélection et la classification du personnel informatique, qui peut être utilement complété en cas de besoins par les travaux effectués par le Groupement romand de l'informatique notamment.

J. PERRUDET

---

[1] Oleg Arkhipoff : *Peut-on mesurer le bien-être national ?* ; Les Collections de l'INSEE ; No 41 C ; Paris, avril 1976 ; 104 p.

[2] H. van der Wee et K. Tavernier : *La Banque Nationale de Belgique et l'histoire monétaire entre les deux guerres mondiales* ; Banque Nationale de Belgique, Bruxelles 1975 ; 542 p.

[3] Angélos Angelopoulos : *Pour une nouvelle politique du développement international* ; PUF, Paris 1976 ; 198 p.

[4] Vilfredo Pareto : *Faits et Théories* ; Librairie Droz, Genève et Paris 1976 ; 281 p.

[5] Entreprise moderne d'édition, Paris, 1971.